

Massacre en Guinée-Conakry : Il faut arrêter Dadis Camara !



CONAKRY, Guinée, 29 septembre 2009/ABC Television-Africa (ABC) — La FIDH et l’OGDH, son organisation membre en Guinée-Conakry, condamnent fermement la violente répression survenue aujourd’hui dans

la capitale, à l’occasion de manifestations pacifiques¹ organisées pour protester contre la candidature de Moussa Dadis Camara à la prochaine élection présidentielle. La FIDH et l’OGDH appellent la communauté internationale à réagir fermement face aux graves exactions de la junte militaire du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) dirigé par Dadis Camara depuis décembre 2008².

Selon les informations recueillies sur place, les militaires auraient violemment réprimé ces manifestations en tirant à balles réelles notamment lors du rassemblement de l’opposition au «stade du 28 septembre», provoquant de nombreux blessés et occasionnant un nombre indéterminé de morts. L’ensemble des leaders de l’opposition présents sur les lieux ont semble-t-il fait l’objet d’attaques et d’arrestations arbitraires. Aucune information officielle quant à leur lieu de détention n’a été encore communiquée.

Le bilan de cette répression demeure cependant difficile à établir. En effet, selon plusieurs sources concordantes, des militaires auraient procédé au ramassage des corps des victimes des exactions. Ainsi, à l’hôpital Ignace Deen, plusieurs dizaines de corps,

AfricaNews

dont certains portaient des traces de balles, auraient été soustraits des services médico-légaux par les militaires.

La FIDH et l'OGDH condamnent avec la plus grande fermeté la répression sanglante de ces manifestations pacifiques qui se déroulent dans un contexte de privation des libertés individuelles et collectives ordonnée par un régime illégitime.

La FIDH et l'OGDH demeurent extrêmement inquiètes quant à la tournure que vont prendre les événements en Guinée-Conakry dans les prochaines heures. Ainsi, des viols auraient été perpétrés par les militaires et les personnes blessées au cours des événements qui se présentent dans les établissements sanitaires seraient arrêtées et emmenées vers une destination inconnue. Les leaders politiques arrêtés, auraient quant à eux été emmenés au camp militaire de Alpha Yaya Diallo.

La FIDH et l'OGDH exhortent les autorités au pouvoir à mettre un terme immédiat à ces exactions à l'encontre des populations civiles, à libérer l'ensemble des leaders politiques, à garantir l'intégrité physique des défenseurs des droits de l'Homme et à rétablir dans les meilleurs délais les libertés individuelles et collectives. Nos organisations rappellent aux autorités et aux forces de sécurité guinéennes qu'elles sont tenues au respect et à la protection en toutes circonstances de l'intégrité physique des individus et qu'elles seront tenues comptables et responsables de leurs actes.

La FIDH et l'OGDH appellent la communauté internationale, en particulier le Président de la Commission de l'Union africaine, le Secrétaire général des Nations unies, le Président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Président par interim de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), le Président du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies actuellement en session, le Secrétaire Général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), à condamner fermement ces exactions et à se mobiliser de toute urgence pour mettre un terme aux graves violations des droits de l'Homme perpétrées par le CNDD notamment en se rendant immédiatement à Conakry pour obtenir de la junte militaire des gages concrets et immédiats quant à l'arrêt de toutes violations des droits de

AfricaNews

l'Homme, la mise en place d'une commission internationale indépendante d'identification des faits et exigeant des actes forts de la part des autorités pour lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes.

SOURCE: International Federation of Human Rights (FIDH)